

Session de travail

THEME

Flux financiers illicites en Afrique

Kako NUBUKPO

CNUCED, Genève

5 Juin 2018



1 Etats des lieux de flux financiers illicites (FFI) en Afrique

2 Conséquences des FFI pour le Développement

3 Défis pour la lutte contre les Flux Financiers Illicites

4 Recommandations

1. Etats des lieux de FFI en Afrique

DÉFINITION DE FFI

Définition de FFI

« Les capitaux acquis, transférés ou utilisés illégalement » (CEA, 2013)

Définition de FFI en Afrique

Ce sont des ressources illégalement reçues, transférées ou utilisées, sortant de l'Afrique pour aller vers le reste du monde en violation donc des lois.



ANALYSE DU FFI

1. Réduction du potentiel économique des pays en développement du fait de leur ampleur, particulièrement en Afrique.
2. Premier Continent générant des FFI: Asie
3. Estimation dans les pays en développement: 1090 milliards de dollars EU en 2013 (GFI, 2016)
4. 2004 et 2013: taux de croissance des FFI est de 9.9%.

FORMES DE FFI



Quelles sont les activités qui génèrent les FFI

1. Etats des lieux de FFI en Afrique

Activités commerciales et corruption

- fausses facturations dans les opérations commerciales: falsification de la valeur de leur échange en sous-facturant ou surfacturant les échanges, en dessous ou au dessus de la valeur effective des marchandises afin de ne pas payer les droits de douanes
- fraude fiscale et évasion fiscale
- non-déclaration ou de sous déclarations
- Informations comptables et financières afin d'éviter les droits de douanes et l'impôt en général.

Activités criminelles

- blanchiment d'argent
- fraude dans le secteur financier
- trafic d'armes trafic d'organes humains
- Contrefaçon
- drogues et stupéfiants
- Présence de la corruption dans les systèmes administratifs des pays africains

1. Etats des lieux de FFI en Afrique

FFI en Afrique

- Flux financiers annuels moyens en Afrique s'établissent à l'ordre de 80 milliards de USD et proviennent essentiellement de l'Afrique Sub-Saharienne dont la moyenne est de 67 milliards tandis qu'elle s'établit à 12.5 milliards en Afrique du Nord.
- Zone ou les FFI sont plus élevés en Afrique: Afrique australe et Afrique de l'Ouest
- Forte corrélation entre la taille des économies, le niveau commercial et les FFI

Pays plus touchés par région en Afrique

- **Afrique de l'Ouest:** *Le Nigéria, le Togo et la Côte d'Ivoire*
- **Afrique Australe:** *Afrique du Sud et la Zambie*
- **Afrique Centrale:** *Guinée Equatoriale et Congo*
- **Afrique de l'Est:** *Ethiopie*
-
- **Afrique du Nord:** *Egypte et Maroc*

FFI PAR ZONE



Quid de la répartition par région ?

1. Etats des lieux de FFI en Afrique

❖ Répartition de FFI suivant les régions

Répartition géographique

❖ *Prépondérance de FFI de l'Afrique Australe suivi de*

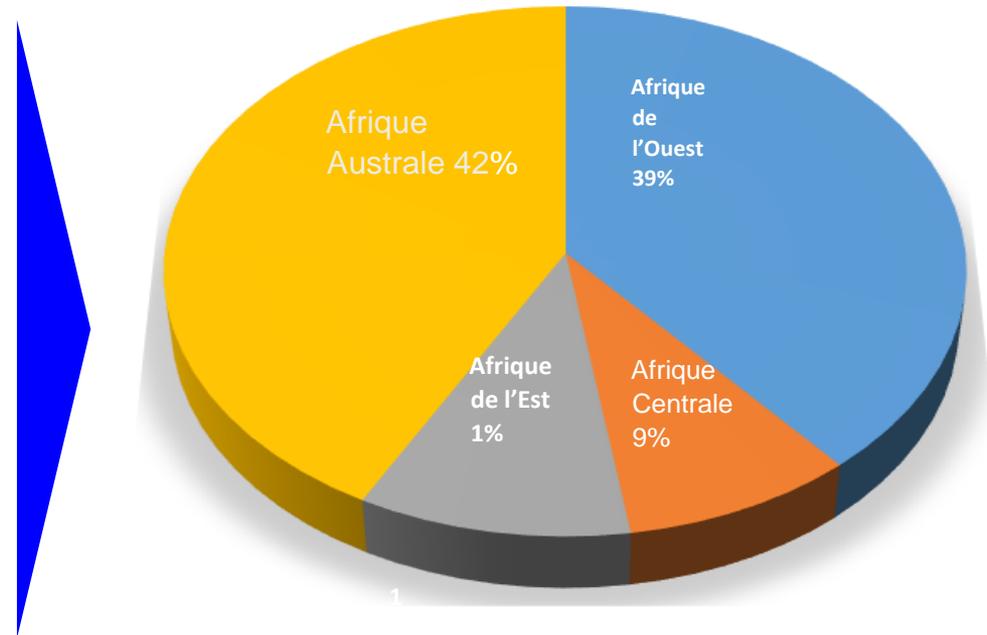
Afrique de L'Ouest

Afrique Centrale

Afrique de l'Est

❖ Au niveau des régions, le niveau des FFI est plus élevé pour les pays exportateurs du pétrole comme le Nigéria représentant environ 66.4% des flux financiers illicites en provenance de l'Afrique de l'Ouest.

Part cumulative de FFI (2004-2013) par région en Afrique



Source: Auteur a partir de Eco/STC/MAEPI/EXP/1

1 Etats des lieux de FFI en Afrique

❑ **Lien élevé entre le commerce informel et trafic de produits illicites:**

- Au Sahel et en Afrique de l'Ouest: les réseaux informels extrêmement actifs dans le commerce transfrontalier ont favorisé la croissance d'un trafic transfrontalier criminel, plus préjudiciable.

- Les flux du commerce transnational informel représenteraient jusqu'à 90 % des mouvements commerciaux officiels (CEA, 2012).

1 Etats des lieux de flux financiers illicites (FFI) en Afrique

2 Conséquences des FFI pour le Développement

3 Défis pour la lutte contre les Flux Financiers Illicites

4 Recommandation

2. Conséquences des FFI pour le Développement

Conséquences économiques

Coût d'opportunité

- le capital social de l'Afrique aurait augmenté de plus de 60 % si les fonds quittant illicitement l'Afrique étaient restés sur le continent
- PIB par habitant serait supérieur de près de 15 %, Boyce et Ndikumana (2012).
- Ratio de l'investissement intérieur par rapport au PIB du continent serait probablement passé de 19 % à 30 % si le capital social retiré avait pu être investi à l'intérieur du continent (BAD et al. 2012).

Nuisance économique

- détérioration du climat économique, de la compétitivité, et des cultures d'investissement et d'entrepreneuriat.

Détournement

- Détournement des capitaux

* Footnote

Source: Source

2. Conséquences des FFI pour le Développement

Gouvernance et et dommage structurels

- Réduction de la légitimité des Etats et de l'autorité de l'État compte tenu de l'augmentation de la corruption

- Réduction de la cohésion sociale

Environnement

Exploitation abusive et illégale des ressources naturelles
Réduction des espèces protégées à partir de la propagation des activités criminelles

* Footnote

1 Etats des lieux de flux financiers illicites (FFI) en Afrique

2 Conséquences des FFI pour le Développement Rôle de l'industrie de valeur

3 Défis pour la lutte contre les Flux Financiers Illicites

4 Recommandations

3. DEFIS

DÉFIS

1. Faiblesse de la gouvernance institutionnelle
2. Faible système d'administration fiscale
3. Faiblesse des statistiques commerciales
4. Présence d'asymétries d'information
5. Prépondérance du commerce informel illicite

RECOMMANDATIONS !



Quid des recommandations

1 Etats des lieux de flux financiers illicites (FFI) en Afrique

2 Conséquences des FFI pour le Développement

3 Défis pour la lutte contre les Flux Financiers Illicites

4 Recommandations

4. Recommandations

1. *Renforcer les capacités des institutions en charge de l'impôt (douanes & forces de sécurité, services des impôts, services de renseignement, institutions financières, administrations fiscales etc.)*
2. *Réduire l'asymétrie d'information entre acteurs nationaux*
3. *Faire le renforcement de capacité des ressources humaines intervenant dans la lutte contre les FFI*
4. *Renforcer le partage d'information entre les différents gouvernements pour une lutte efficace contre le FFI*
5. *Mettre en œuvre toutes les recommandations du rapport de la CEA en 2015 sur le Groupe de haut niveau sur les FFI*

MERCI A TOUS